

Journal de 23 heures  
Ceux qui hier encore désapprouvaient  
l'intervention française sont ce soir de plus en  
plus nombreux à changer d'avis

Gilles Leclerc, Joël-François Dumont

France 3, 24 juin 1994

**Pour Alain Juppé, "La France réveille enfin les apathies".**

[Gilles Leclerc :] Madame, Monsieur, bonsoir. L'opération Turquoise entamée depuis 24 heures au Rwanda se déroule dans des conditions satisfaisantes. C'est du moins ce que confie ce soir l'état-major français. Les soldats ont entamé en effet leurs patrouilles à l'intérieur même du pays. Et déjà les forces françaises protègent plusieurs camps de réfugiés. Jean-François [Joël-François] Dumont.

[Joël-François Dumont :] Sur la route qui mène à Cyangugu, voici les premiers soldats français qui ont franchi hier après-midi [23 juin] la frontière rwandaise [un bandeau blanc "aujourd'hui Rwanda" s'affiche en haut de l'écran; on voit un camion militaire rempli de soldats français passer devant un panneau indiquant la direction de Cyangugu]. Une cinquantaine d'hommes venus en éclaireurs. Leur mission a été clairement définie : protéger les vies humaines et s'il le faut utiliser leurs armes.

[Pierre-Jean Segnier, "commandant" [il porte un béret vert] : "Euh, l'expérience des... ex..., euh, des opérations humanitaires qui ont eu lieu, euh, dernièrement prouve que, en fait, il faut pouvoir montrer suffisamment de force pour éviter justement de s'en servir et d'être obligé d'engager le combat".]

La nouvelle de l'arrivée des premiers soldats français se propage vite. Spontanément, la population massée au bord des routes acclame les militaires considérés comme des sauveurs [on voit des gens qui acclament les militaires

français le long de la route en tenant un drapeau tricolore ; d'autres brandissent un panneau sur lequel est écrit "VIVE LA FRANCE"]. Beaucoup d'entre eux n'osaient même plus espérer. C'est la fin d'un long cauchemar [gros plan sur le camp de Nyarushishi].

Première étape de cette intervention sans le moindre coup de feu, le camp de Nyarushishi où vivent 8 000 réfugiés tutsi. Les militaires français désarment les milices hutu. Pour la première fois depuis des mois les habitants qui se sentent protégés réussiront à trouver le sommeil [diffusion d'images de réfugiés du camp de Nyarushishi].

"Amiral Jacques Lanxade, chef d'Etat-Major des armées" [on le voit en train de donner une conférence de presse ; une incrustation "Paris" s'affiche à l'écran] : "Le déploiement se poursuit. Euh..., les moyens se mettent en place. Et progressivement nous allons, euh, poursuivre nos opérations de reconnaissance pour déterminer exactement quelle est la situation, quels sont les problèmes auxquels nous serons confrontés".]

Les parachutistes français, au fur et à mesure de leur progression, clament haut et fort que désormais tous les civils sans exception – hutu comme tutsi – sont placés sous leur protection [diffusion d'une carte du Rwanda et de l'Est du Zaïre localisant les villes de Goma, Bukavu, Gisenyi, Cyangugu et Kibuye ; une flèche au départ de Cyangugu pointe en direction de Kibuye].

Les massacres doivent cesser. En remontant vers le Nord ils découvriront pourtant les premiers charniers, témoins du génocide qui a frappé le Rwanda. L'horreur [diffusion de scènes de massacre]. Ceux qui hier encore désapprouvaient cette intervention française sont ce soir de plus en plus nombreux à changer d'avis [diffusion d'images de réfugiés].

[Gilles Leclerc :] Mais à Kigali, sur place, sur le terrain, la capitale, la situation reste toujours très tendue : des bombardements, notamment sur l'hôpital de la Croix-Rouge, ont fait aujourd'hui cinq morts.

Sur le plan diplomatique il semble que, euh, l'action de la France reçoive l'appui de plusieurs pays africains. Quant à nos partenaires européens, ils envisagent également, euh, d'aider l'opération française. Bref pour Alain Juppé, qui se trouve en ce moment même au sommet européen de Corfou, "La France, dit-il, réveille enfin les apathies".

[Alain Juppé, "ministre des affaires étrangères" [il s'exprime devant des journalistes ; une incrustation "Corfou" s'affiche à l'écran] : - "J'ai pu constater aujourd'hui que tous nos partenaires approuvaient l'initiative de la France et – sous des formes diverses : envoi d'avions, envoi d'unités médicales – étaient prêts à s'y associer sur le plan logistique. Un journaliste : - "Est-ce

qu'on peut parler d'acte de politique étrangère et de sécurité commune dans ce cas de figure ?". Alain Juppé : - "Non, cette initiative n'est pas une action commune pour être tout à fait [sourire], euh, dans le langage officiel de la politique extérieure et de sécurité commune. C'est une action dont la France a pris l'initiative. Les Nations unies lui ont donné le feu vert. Elle se déploie sur le terrain dans les conditions que nous avons prévues. Je forme le vœu que, euh..., – j'peux utiliser le mot – l'exemple ainsi donné puisse entraîner ensuite la communauté internationale".]